

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 108 (1963)
Heft: 8

Artikel: L'équilibre militaire en Europe
Autor: Clarke, Bruce C.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343162>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Rédaction-Direction: Colonel-brigadier Roger Masson

Rédacteur-Adjoint: Colonel EMG Georges Rapp

Administration: Lt-colonel Ernest Bütiger

Editeurs et expédition: Imprimeries Réunies S.A., av. de la Gare 33, Lausanne

(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. II 5209)

Annonces: Publicitas S.A., succursale, rue Centrale 15, Lausanne

ABONNEMENT: Suisse: 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—

Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—

Prix du numéro: Fr. 1.50

L'équilibre militaire en Europe¹

Quelle que soit l'importance des autres régions du monde, la région cruciale dans la lutte contre le communisme est l'Europe occidentale. Cette région est non seulement à la source de notre héritage politique et culturel, mais sa puissance économique et industrielle est concentrée dans la partie s'étendant de l'Atlantique aux frontières du bloc soviétique. Dans cette faible étendue de 215.000 milles carrés vivent plus de 120 millions d'habitants dont la production industrielle n'est dépassée que par celle des Etats-Unis et, pour certaines catégories de produits, par l'Union Soviétique. Aujourd'hui, en raison de leurs buts politiques et économiques communs, l'Europe occidentale et les Etats-Unis sont fermement alliés dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord.

Ce potentiel industriel massif, au côté de l'Ouest, barre la route à l'expansion du communisme. Si l'Europe occidentale tombait, sans trop de dommages, entre les mains soviétiques,

¹ Etude parue dans la revue militaire américaine «Army» (déc. 62) sous le titre *The Balance of Military Power in Europe* et reproduite en, français, par «Sélection d'articles étrangers» (avril 1963) du Centre interarmées de documentation militaire de l'Etat-major français. (Réd.)

la balance pencherait décidément en faveur du communisme. Une défense efficace de l'Europe occidentale est, par conséquent, essentielle, non seulement à la sauvegarde de l'Alliance atlantique, mais aussi à la préservation de tout le monde occidental.

La bataille pour l'Europe occidentale doit, de nécessité, englober des forces adéquates affectées à la défense de l'Allemagne de l'Ouest. La perte d'une partie importante du territoire de l'Allemagne occidentale romprait l'économie de toute l'Europe de l'Ouest et détruirait même l'entité politique et militaire de l'OTAN, en laissant ce qui resterait de l'Europe dans un état de faiblesse économique et militaire beaucoup plus vulnérable. Et l'effet psychologique sur le monde occidental et les nations non engagées serait profond.

L'Union soviétique ne l'ignore pas et a fait de la domination ou de la neutralisation de l'Allemagne occidentale l'un des objectifs premiers de sa politique actuelle. La crise de Berlin entre pour une faible part, mais qui n'en est pas moins une part intégrale, dans son effort de discréditer la direction américaine et d'amener les Etats-Unis à revenir sur leurs engagements envers Berlin-Ouest et l'Allemagne fédérale. Cette politique pourrait très bien conduire l'Union Soviétique à se saisir par la force d'une partie importante ou de la totalité du territoire de l'Allemagne de l'Ouest. Si cette entreprise réussissait, elle assurerait aux Russes la base d'une offensive politique et économique écrasante contre le reste du monde, en même temps qu'elle améliorerait leur position militaire.

LA BALANCE DES RESSOURCES

Comment se présente la défense militaire de l'Europe occidentale aujourd'hui? Ce qui la constitue peut être déterminé au moyen d'une comparaison entre les forces de l'OTAN stationnées dans la partie centrale et les forces soviétiques qui leur font face. Pour cet objet, trois hypothèses peuvent être considérées. En premier lieu, les forces militaires des Etats satellites seront employées, initialement, exclusivement

à des missions sur les arrières. En second lieu, l'attaque soviétique sera lancée sans que la constitution préalable de forces importantes soit nécessaire en territoire satellite. En troisième lieu, il n'y aura pas de constitution de forces appréciables du côté de l'OTAN avant l'attaque soviétique.

Dans le domaine des moyens de lancement nucléaires à grande portée, les engins balistiques intercontinentaux soviétiques peuvent être exclus, car ils ne seront probablement pas utilisés contre des objectifs situés en Europe occidentale. Les engins balistiques soviétiques à portée moyenne seront contrés par les engins similaires de l'OTAN. Suivant les déclarations officielles, le *Strategic Air Command* des Etats-Unis et la *Bomber Force* britannique l'emportent de beaucoup par le nombre sur les bombardiers à grand rayon d'action soviétiques. Ces systèmes d'armes stratégiques, qui contribuent par leur effet de dissuasion à la défense de l'Europe occidentale, ne seraient toutefois employés que dans le cas d'une guerre nucléaire totale.

En matière d'aviation d'appui des forces terrestres, on considère que l'Union Soviétique possède un avantage marqué en Europe, tandis que du côté des engins de défense anti-aérienne l'Est et l'Ouest sont, croit-on, sensiblement à égalité.

Nos moyens de lancement nucléaires tactiques paraissent à notre avantage, mais les possibilités soviétiques dans ce domaine ne doivent pas être sous-estimées.

A considérer le nombre des chars immédiatement disponibles, les forces soviétiques et les forces de l'OTAN sont, à première vue, à égalité. Mais le tableau change si l'on observe que les chars soviétiques sont à prédominance de chars T-54, alors qu'une partie seulement des chars de l'OTAN sont capables de l'emporter sur les T-54 dans une bataille de chars opposant des forces numériquement égales. A considérer les formations blindées soviétiques bien constituées et bien appuyées, il existe une grande disparité en faveur des Soviétiques.

Mais la plus grande disparité est celle qui existe dans le nombre et l'état d'intervention des divisions disponibles aujourd'hui des deux côtés, ainsi que des unités d'appui tactique et logistique. Pour s'opposer aux 26 divisions soviétiques à effectifs complets disponibles en Allemagne de l'Est, en Pologne et en Hongrie, avec appui adéquat, l'OTAN dispose aujourd'hui en Europe centrale d'environ 23 divisions immédiatement disponibles à divers degrés de mobilisation. Sur ces divisions, de nombreuses divisions non américaines sont à effectifs incomplets et beaucoup ont des déficits en matériel. Bien qu'il ait été dit que ces divisions peuvent être amenées à leur effectif de guerre dans les quarante-huit heures, il est douteux que les quelques milliers d'hommes qui seraient ajoutés à ce moment à la division, et la division elle-même, seraient prêts à entrer immédiatement en action comme le seraient des unités déjà pleinement constituées et exercées en commun. L'armement et le matériel compliqués d'une armée moderne ne se prêtent pas si aisément à ce jeu.

Le général Norstad déclarait en 1961 :

« Ce n'est un secret pour personne que les divisions de l'OTAN du Centre-Europe représentent à peine plus de 15 ou 16 divisions, en raison de la déficience de leurs effectifs, de leur équipement et de leurs approvisionnements. Les nouveaux engagements qui ont été pris porteront prochainement le nombre des divisions immédiatement disponibles à 25 approximativement.

POSSIBILITÉS D'UN COMBAT SOUTENU

Il doit être souligné que les divisions ne constituent pas à elles seules une force militaire moderne équilibrée. Dans une armée, l'effectif des divisions est à peu près égal à celui des unités d'appui tactique et logistique de corps d'armée et d'armée. Et l'armée elle-même est appuyée à l'arrière par une organisation logistique. C'est cet appui nécessaire, mais non inclus dans les divisions, qui est le plus difficile à faire comprendre au profane. Sans cet appui, une force composée pour

l'essentiel de divisions, même exercées et à effectifs en matériel au complet, n'aurait que des possibilités très limitées pour soutenir le combat.

Cette disparité des forces terrestres s'accroîtra après le jour J. L'Union Soviétique peut renforcer son dispositif en Europe plus rapidement que l'OTAN. Au cas d'hostilités, l'U.R.S.S. disposerait dans les quinze jours d'un nombre de divisions double, pour le moins, de celui des divisions de l'OTAN engagées en Europe centrale.

Un autre avantage important des forces soviétiques est que leurs renforcements auraient à faire mouvement, pour être engagés dans la bataille pour l'Europe occidentale, sans océan à traverser sur les 600 milles représentant la distance à parcourir depuis la Russie. Ceci revient à dire que l'armée soviétique peut transporter une division blindée de Russie occidentale sur le front de combat en l'espace de jours, alors qu'il faudrait des semaines pour transporter une division blindée américaine avec son équipement de sa zone de stationnement aux Etats-Unis sur le front d'Allemagne. Il se poserait, en outre, un grave problème de ravitaillement et de recomplètement pour l'armée américaine en Europe. Ce problème porterait sur des centaines de milliers de tonnes mensuelles. Une faible partie seulement pourrait être transportée par air. Les lignes de communication sont longues entre l'Amérique et l'Europe et les transports maritimes relativement lents. Les troupes américaines ne pourraient recevoir leurs recompléments aussi rapidement que les troupes soviétiques. Cette considération est importante dans une guerre moderne.

LES DÉFAUTS

DE L'ORGANISATION LOGISTIQUE ACTUELLE

Sous l'organisation actuelle de l'OTAN, ravitaillement et entretien sont une responsabilité nationale. En vertu de cette conception, chaque nation assure l'appui logistique de ses propres forces nationales. D'un autre côté, la standardisa-

tion des armes et des matériels entre nations de l'OTAN est encore à faire pour la grande part.

Cette insuffisance d'une organisation logistique à base nationale pourrait avoir les plus graves conséquences dans la bataille. Aussi longtemps que la standardisation n'aura pas fait de progrès substantiels, le seul moyen de les éviter serait d'accroître l'efficacité des organisations logistiques nationales actuelles. D'une façon générale, seules les forces américaines stationnées en Europe disposent d'une organisation logistique adéquate et de dépôts de guerre à portée.

A n'en pas douter, les forces soviétiques se trouvent devant des problèmes analogues, mais à un moindre degré. Malgré leur proximité de l'Union Soviétique, elles ont elles aussi à constituer des dépôts en Allemagne de l'Est, en prévision d'hostilités, pour les unités de combat qui y sont stationnées et pour leurs renforcements. Il est exact que les satellites dépendent étroitement de l'Union Soviétique pour leur support, mais les armes des nations du pacte de Varsovie ont été standardisées plus que ne le sont celles des nations de l'OTAN, et l'Union Soviétique peut appuyer ses satellites sans modification importante de son organisation logistique.

A QUI APPARTIENT L'INITIATIVE ?

Un autre facteur à considérer dans cette comparaison de la puissance de combat est le fait que l'Union Soviétique prendrait l'initiative des hostilités. Il est évident qu'une attaque par surprise donnerait un avantage certain aux troupes soviétiques. Celles-ci sont en mesure d'attaquer en choisissant le point d'attaque sur les mille kilomètres de front du Centre-Europe.

Outre un avantage militaire, une attaque par surprise serait susceptible de donner d'autres gains à l'Union Soviétique. Bien que les nations satellites d'Europe ne soient pas sûres pour la Russie, il n'y aurait que peu de rébellion, et celle-ci serait peu effective, parmi les peuples opprimés, si les Soviétiques étaient victorieux. Les chances d'une attaque par

surprise allègeraient, pour l'Union Soviétique, le poids que représenterait le maintien des Etats satellites dans le camp communiste.

LA PARADE A UNE ATTAQUE PAR SURPRISE

Une parade partielle à cette faculté qu'ont les Soviétiques de lancer une attaque par surprise qui pourrait être victorieuse se trouve dans une réaction rapide faisant intervenir les armes atomiques tactiques à moindres effets de destruction. Une telle décision dépend du Président. Mais en raison des difficultés techniques, politiques et militaires, un certain temps pourrait s'écouler avant que l'autorisation nécessaire soit obtenue, en particulier si les buts soviétiques se montraient ambigus. Il apparaît donc que la réaction initiale des forces terrestres de l'OTAN à une attaque soviétique pourrait bien se faire sans armes nucléaires. Il est, par conséquent, impératif que les forces atlantiques possèdent la double faculté d'accomplir leurs missions, au moins initialement, avec ou sans armes nucléaires.

Entre 1945 et 1949, les Etats-Unis, ayant le monopole nucléaire, étaient en mesure de garantir unilatéralement l'intégrité de l'Europe occidentale. Mais depuis la première explosion soviétique de Sibérie, en 1949, le monopole américain s'est transformé en suprématie d'abord, puis en parité virtuelle. Il importe peu de déterminer qui, de l'Ouest ou de l'Union Soviétique, possède le plus grand nombre d'engins balistiques intercontinentaux ou de bombardiers stratégiques, ou le stock de cônes nucléaires le plus important. On peut, cependant, tenir pour certain, ou simplement présumer, que l'Ouest et l'U. R. S. S. possèdent les moyens de se détruire mutuellement avec leurs grandes armes atomiques et qu'aucun des deux camps ne dispose de moyens de défense vraiment effectifs contre ces engins. Dans ces conditions, nous avons atteint un équilibre nucléaire et une guerre nucléaire générale et massive devient de moins en moins une solution acceptable. L'OTAN ne peut permettre au Kremlin de tirer la conclusion

que l'Ouest n'a d'autres choix qu'entre le risque d'une guerre générale et la capitulation.

Cette hypothèse étant admise, comment les forces soviétiques emploieraient-elles leur supériorité terrestre pour dominer l'Europe occidentale? L'objectif soviétique pourrait être de se saisir de villes comme Hambourg, Brême, Hanovre, Munich et Nuremberg, et de border le Rhin ou la Weser, après une campagne éclair n'ayant causé qu'un minimum de destructions dans la région convoitée. La vitesse serait d'une importance décisive, car il s'agirait de submerger la majeure partie de l'Allemagne occidentale avant que l'OTAN n'ait pu mobiliser la totalité de ses forces. En s'interdisant des destructions massives, le bloc communiste s'assurerait le potentiel et les ressources industrielles de l'Allemagne occidentale et renforcerait ainsi sa position pour d'autres conquêtes par des moyens politiques et économiques. A l'heure actuelle, l'armée soviétique pourrait réaliser cet objectif sans recourir à aucune arme nucléaire, autrement que par représaille si nous les employons nous-mêmes.

COMMENT POURRAIT SE DÉROULER L'ATTAQUE ?

Une campagne de cette nature pourrait être engagée après une offensive politique et une intense propagande, semblable à celle qui fut employée récemment contre la Finlande, les Soviétiques franchissant sans avertissement la frontière de la République fédérale allemande et sans une réunion appréciable de forces en Allemagne de l'Est. Ils attaqueraient, sans doute, sur un large front, avec des forces blindées en tête de l'attaque, en contournant les poches de résistance, lesquelles seraient nettoyées par la suite. L'attaque serait appuyée par une aviation s'attaquant aux troupes de l'OTAN et aux autres objectifs militaires, mais non aux villes, la propagande s'exerçant à plein pendant cette opération.

Dès le début même de l'attaque, l'Union Soviétique annoncerait qu'elle n'était pas l'agresseur, mais que les troupes soviétiques libéraient l'Allemagne de l'Ouest des Américains

et de l'impérialisme de l'OTAN, afin d'éliminer la menace de guerre en Europe provoquée par les revanchards capitalistes de l'Ouest. Elles déclarerait qu'étant en faveur de la coexistence pacifique, et par respect envers l'humanité, elle n'emploierait pas d'armes nucléaires, mais elle avertirait le monde occidental que si les forces de l'OTAN employaient une seule arme atomique, quelle qu'elle fût, elle frapperait avec toutes ses armes et détruirait l'Europe occidentale et les Etats-Unis, principale source de l'armement nucléaire de l'OTAN. Concurrentement, l'Union Soviétique annoncerait qu'elle n'avait aucunement le désir de pousser au-delà du Rhin, sa seule intention étant d'écarter le péril que l'Allemagne constituait pour la paix mondiale, alors que deux fois déjà au cours d'une seule génération elle avait provoqué une guerre de destruction de vastes étendues de l'Europe.

Si l'autorité d'engager une guerre nucléaire n'était pas promptement déléguée, l'armée soviétique pourrait border le Rhin très rapidement sur certains points et submerger la plus grande partie de l'Allemagne occidentale. Les armes nucléaires tactiques qui seraient employées contre l'attaque soviétique seraient lancées en territoire de l'OTAN et non en terrain communiste. Et ce ne serait pas une décision politique aisée que d'en autoriser l'emploi, ne serait-ce que des seules armes atomiques tactiques, mesure qui pourrait conduire à une guerre nucléaire totale.

UNE FORCE DE TRENTE DIVISIONS

Comment sortir de ce dilemme? Il est une solution qui n'est ni aisée ni bon marché. Les forces terrestres et les forces aériennes d'appui des forces de l'OTAN en Allemagne, ou pouvant être rendues rapidement en Allemagne, doivent être réunies sans délai. Les forces de l'OTAN réellement prêtes à être employées en Allemagne doivent être telles qu'une poussée rapide des forces soviétiques ne puisse submerger l'Allemagne occidentale et placer le monde devant le fait accompli avant que l'OTAN ait pu réagir efficacement.

Quelles seraient les exigences? Nous répondons: une force effective de 30 divisions. Comment constituer cette force? L'armée américaine en Europe (USAREUR) représente actuellement une force bien équilibrée de 5 divisions avec des moyens logistiques adéquats. Les autres nations de l'OTAN devraient fournir au moins 25 divisions pour parfaire le total de 30. Ces divisions devraient entrer dans des groupements équilibrés pourvus d'un support adéquat.

Les divisions dont il s'agit seraient surtout des divisions blindées ou mécanisées, à effectifs et matériel au complet, et devraient disposer d'une organisation logistique efficace et de moyens d'instruction convenables. Elles devraient, en outre, s'articuler suivant un dispositif répondant à leurs missions. Cette force équilibrée de 30 divisions serait appuyée par une force aérienne appropriée formée d'unités d'appui immédiat. Cet objectif ne peut être atteint simplement en ajoutant quelques transports blindés de personnel ou quelques chars aux divisions existantes.

Avec une force effective de 30 divisions, il serait possible de faire beaucoup pour empêcher les Soviétiques de submerger l'Allemagne occidentale, avec ou sans armes nucléaires. Une puissante force de couverture serait capable de retarder les forces soviétiques assez longtemps pour permettre le déploiement du gros des forces de l'OTAN à partir de leur stationnement du temps de paix. Il serait possible de disposer dans la plaine de l'Allemagne du Nord et sur les axes de pénétration du Centre assez de forces pour rendre la marche sur le Rhin si lente et si coûteuse qu'un temps d'arrêt serait nécessaire, durant lequel une solution politique pourrait être recherchée avant que le conflit ne s'étende à un échange massif de coups nucléaires. Mais surtout, ce serait gagner du temps pour la mobilisation de la totalité des forces de l'OTAN.

D'autres actions seraient nécessaires en dehors de la constitution de cette force militaire au Centre. Le potentiel et la capacité de mobilisation de l'OTAN doivent être accrus pour réduire le présent avantage militaire allant à l'Union soviétique.

L'Ouest doit également prendre l'offensive en entretenant la désunion et le mécontentement dans le camp soviétique. Le bloc soviétique n'est pas monolithique par nature. Ceci est apparu clairement au récent congrès du parti communiste. Nous devons prendre avantage des conflits et de l'insatisfaction qui existent dans le camp ennemi. Depuis le « mur-ghetto » de Berlin, plusieurs centaines de membres des forces-armées de l'Allemagne de l'Est sont passés à l'Ouest.

L'URGENCE DE LA TACHE

Une solution est-elle urgente? Ayant exercé pendant plusieurs années le commandement des troupes américaines en Allemagne, je suis incapable de définir exactement le degré de l'urgence nécessaire. Ce que je puis dire, c'est que la résolution de ce dilemme est aussi contraignante que notre désir de survie dans un monde où nous voulons vivre. La solution que je suggère exigerait du temps, mais beaucoup peut être fait dans l'immédiat si nous en avons la volonté, et par nous j'entends la totalité des nations de l'OTAN.

En apportant une solution au dilemme qui nous confronte, nous aurons établi un équilibre acceptable de la puissance militaire en Europe. Cet équilibre permettra à l'Ouest de négocier en s'appuyant sur une position d'égalité relative en Europe et de supériorité générale dans le monde. Aujourd'hui la position de l'Ouest en Europe est une position de faiblesse dans une région qui est d'une importance capitale. La situation à Berlin a fait apparaître cette faiblesse de notre position, hors la position morale. Mais celle-ci ne pourra être maintenue que si elle s'appuie sur une force militaire adéquate et utilisable.

Une force équilibrée de 30 divisions dans le Centre-Europe porterait nos possibilités, quant aux moyens classiques, au point où nous disposerions vraiment de la force complémentaire de notre force de dissuasion nucléaire actuelle. Elle se dresserait comme un rempart qui contraindrait les Soviétiques à des préparatifs ne pouvant tromper sur leur desti-

nation et donnerait à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord le temps d'alerte nécessaire.

Avons-nous les possibilités financières d'y parvenir? Je crois que l'Ouest les possède. L'Amérique consacre à peu près dix pour cent de son revenu brut national à sa défense. Les pourcentages respectifs des autres principaux pays de l'OTAN varient de moins de cinq à environ sept et demi pour cent. L'Union Soviétique emploie le quart de son revenu brut national à l'effort militaire qui doit, suivant les fanfaronnades de Khrouchtchev, nous « enterrer ». Si les autres pays de l'OTAN portaient le pourcentage de leur revenu brut national à un niveau comparable à celui des Etats-Unis, on disposerait de suffisamment de fonds pour financer le renforcement de la défense. Le problème est semblable à celui de l'assurance des particuliers: plus pauvre est l'assuré, plus il lui est nécessaire de relever le chiffre de son assurance jusqu'à ce que celle-ci soit suffisante.

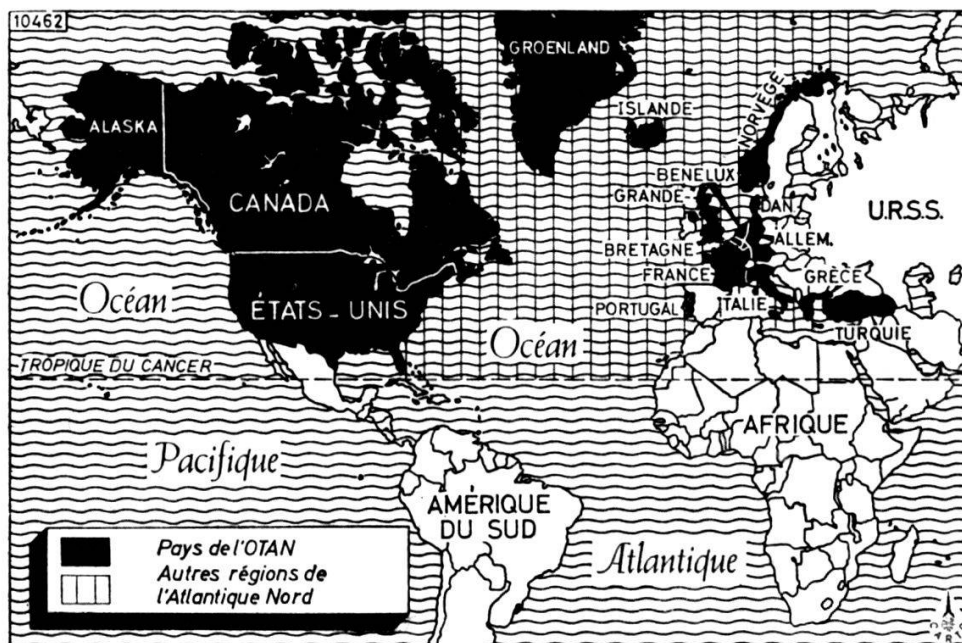
L'équilibre de la puissance militaire en Europe doit reposer sur une force de dissuasion véritablement équilibrée. Le rôle de la force de dissuasion terrestre est de compléter celui des forces stratégiques aériennes et d'engins. L'établissement d'une force de dissuasion équilibrée dans la région cruciale de l'Europe exige la constitution et l'entretien de forces terrestres et de forces aériennes d'appui en Europe occidentale. Cette entreprise exigera des sacrifices de la part de tous les membres de l'OTAN, mais cela est nécessaire si l'Ouest désire continuer à jouir de la liberté et de la paix dans la justice.

Je ne voudrais pas paraître pessimiste, ni déprécier ce qui a déjà été fait ou les engagements qui ont été pris pour des choses à accomplir dans le proche avenir. A la vérité, beaucoup a été fait, en certains cas, récemment. L'objet de cet article aura été de déterminer, suivant mes vues, le minimum de moyens de combat terrestres qui doivent être réunis par l'OTAN. Si nous atteignons cette capacité de combat, nous aurons des forces de dissuasion équilibrées et une chance

raisonnable de survivre au cas où la dissuasion échouerait. Et nous aurions une Organisation du traité de l'Atlantique Nord qui gagnerait en influence dans son rôle de préservation de la liberté de l'Europe et du monde occidental tout entier.

Général Bruce C. CLARKE

A l'Otan, quoi de nouveau ? ¹



La réunion de l'organe suprême de l'Alliance, le *conseil*, composé des ministres des affaires étrangères des pays membres, a eu lieu à Ottawa du 22 au 24 mai. Du point de vue militaire, il a approuvé les mesures prises pour organiser les forces nucléaires qui sont ou seront affectées au commandant suprême allié en Europe, en fonction des décisions

¹ Il faut préciser que, dans cette chronique, nous abordons, en général, des faits, des mesures prises, qui se rapportent aux côtés militaires de l'Alliance Atlantique et que nous ne faisons pas de la « Zukunftsmusik ».